



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

## Trente-cinquième session

**Montego Bay (Jamaïque), 5-8 mars 2018**

**Vers un programme de transformation pour un développement rural  
durable**

### Résumé

La région Amérique latine et Caraïbes accuse de moins bons résultats en matière de réduction de la pauvreté qu'au cours des décennies précédentes. En effet, les inégalités persistent, notamment dans les zones rurales où des millions de personnes sont exclues des dynamiques de développement. Cette situation fait peser une menace sur la croissance, le bien-être des populations et la paix de toute la région et fait obstacle à la réalisation de l'Objectif 1 du Programme de développement durable à l'horizon 2030: éliminer la pauvreté.

Depuis 1990, les pays de la région sont parvenus à sortir de la pauvreté une grande partie de leur population à la faveur d'un contexte macroéconomique propice et à des innovations d'ordre institutionnel et politique axées sur les familles les plus vulnérables<sup>1</sup>.

Cependant, ces avancées sont aujourd'hui mises en péril par le ralentissement de l'activité économique de la région et l'augmentation de la pauvreté ces dernières années. Ces évolutions ont mis au jour les problèmes structurels des dynamiques de développement aujourd'hui en place, qui n'ont pas suffi à éradiquer les causes profondes de la pauvreté en milieu rural.

Le contexte économique et social actuel de la région impose de repenser les stratégies de développement des territoires ruraux en vue de remédier aux problèmes de pauvreté, d'inégalité, d'inclusion productive des femmes, des populations autochtones et des jeunes, des migrations, des

<sup>1</sup> Entre 2000 et 2015, les dépenses publiques sociales des gouvernements de 19 pays d'Amérique latine ont augmenté de 11 à 14,5 pour cent en moyenne, exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (CEPALC. 2017. *Panorama Social de América Latina 2016*. Santiago [Chili]).

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).



LARC35

répercussions du changement climatique et de la nécessité mieux intégrer l'agriculture familiale aux marchés mondialisés.

Il convient pour cela de revenir sur l'état des mécanismes institutionnels régionaux d'aide au milieu rural et des politiques publiques en place, de manière à valoriser le potentiel productif de millions de personnes laissées pour compte dans l'actuel modèle de développement. Il faut mettre au point une nouvelle approche territoriale du développement rural qui encourage la participation sociale, les politiques multisectorielles, le développement des villes petites et moyennes et les liens entre espaces urbains et zones rurales, aspects fondamentaux de la transformation structurelle des dynamiques du monde rural.

### **Recommandations à l'intention de la Conférence régionale**

- Prendre acte qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes la réduction de la pauvreté a considérablement régressé ces dernières années et demander l'appui de la FAO pour aider les pays de la région à renforcer leurs stratégies globales d'éradication de la pauvreté dans les zones rurales, en protégeant et en consolidant la protection sociale et en la rattachant à des stratégies d'insertion économique, à réduire les inégalités sociales, notamment dans le cas des femmes, des jeunes et des peuples autochtones, et à revitaliser sur les plans économique et social les territoires ruraux.
- Solliciter l'appui de la FAO pour aider ses États Membres dans les territoires ruraux où les migrations sont les plus importantes en raison de contextes de violence, d'absence de perspectives, d'insécurité alimentaire et de pauvreté rurale, d'accès limité aux ressources et aux services et de l'exposition aux risques environnementaux.
- Reconnaître la valeur économique, sociale et culturelle de l'agriculture familiale, et solliciter l'appui de la FAO pour aider ses États Membres à renforcer leurs politiques globales et différenciées en fonction de ses différents segments, prenant notamment en compte son potentiel de sauvegarde de la biodiversité et de gestion durable des ressources naturelles, et jeter ce faisant les bases d'une réduction durable de la pauvreté rurale, de la faim et de la malnutrition dans ces territoires.
- Solliciter l'appui technique de la FAO aux fins de la conception et de la mise en œuvre de politiques publiques et de systèmes de gouvernance multisectoriels et public-privé, en vue d'assurer que la mise en place des systèmes agroalimentaires soit à l'origine de bienfaits nutritionnels, sociaux, environnementaux et économiques équilibrés, en élargissant les perspectives de l'agriculture familiale, des petites et moyennes entreprises (PME) rurales et des milieux ruraux pauvres.

## **I. Vers une transformation rurale inclusive en Amérique latine et dans les Caraïbes**

1. On estime que, d'ici à 2030, date visée pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), la population totale de la région Amérique latine et Caraïbes approchera les 700 millions de personnes. Selon les calculs de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la population rurale pourrait atteindre à cette date 140 millions de personnes,

en dépit de l'urbanisation croissante de la région<sup>2</sup>. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) annonce un chiffre encore supérieur, soit 210 millions d'habitants en milieu rural.

2. À l'image d'autres régions du monde, on constate en Amérique latine et dans les Caraïbes une évolution rapide et profonde des zones rurales. Aujourd'hui, l'enjeu est de rendre ce processus inclusif et d'en faire un outil de lutte contre la pauvreté rurale et un moyen de combler les disparités entre espace urbain et monde rural afin de réduire les inégalités<sup>3</sup>. Il faut pour cela combiner les logiques du marché à la planification macroéconomique, spatiale et du développement. L'État doit être au cœur de la planification inclusive, tout en favorisant la participation de la société et la coordination interinstitutionnelle.

3. Malgré les progrès accomplis ces vingt dernières années dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), arrivés à leur terme, 28,5 pour cent de la population de la région était en situation de pauvreté en 2014 (soit 168 millions de personnes), pourcentage qui a atteint 29,8 pour cent l'année suivante (178 millions) puis 30,7 pour cent en 2016 (186 millions)<sup>4</sup>. L'extrême pauvreté, elle, est passée de 8,2 pour cent de la population en 2014 (48 millions de personnes) à 10 pour cent en 2016 (61 millions).

4. En milieu rural, les répercussions de la pauvreté et de l'indigence pèsent deux fois plus lourdement que dans les zones urbaines, et ce décalage n'a pratiquement pas évolué dans les dernières décennies. Cet état de fait a été aggravé par l'augmentation des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté dans les contextes ruraux: dans la région, ils s'élevaient respectivement à 46,7 et 20 pour cent en 2014, alors qu'ils étaient passés à 48,6 et 22,5 pour cent en 2016<sup>5</sup>. Ces chiffres montrent que, en valeur tant absolue que relative, les habitants des zones rurales sont victimes dès leur naissance d'un désavantage social, qui touche en premier les femmes, les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine, les jeunes et les habitants de territoires en situation de retard persistant. Le grand pas en arrière observé ces dernières années peut exacerber ces préjudices, qui concerneraient à l'avenir des millions de personnes.

5. En évaluant les manifestations multidimensionnelles de la pauvreté<sup>6</sup>, dont la précarité des logements, le surpeuplement et l'absence de services de base, d'énergie, d'éducation, d'emplois et de protection sociale, on constate que, même lorsque les ménages pauvres des zones rurales ont pu bénéficier ces dernières années de quelques améliorations globales en matière d'accès aux biens et aux services, ces évolutions ne se sont pas traduites par une amélioration effective immédiate des revenus et des conditions d'existence.

6. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les inégalités entravent la mobilité sociale, car les débouchés et privilèges tendent à rester confinés au sommet de la hiérarchie, limitant l'exercice des droits du reste de la population et compromettant la cohésion sociale. Avec l'Afrique subsaharienne, la région reste la plus inégalitaire au monde, avec un coefficient de Gini aux alentours de 0,44<sup>7</sup>. Ces disparités sont encore plus prononcées dans les zones rurales et se retrouvent dans les aspects clés du développement territorial: le coefficient de Gini en matière de distribution des terres, par exemple, approche 0,79<sup>8</sup>.

7. Pour comprendre la persistance de la pauvreté et des inégalités en milieu rural, il faut prendre en compte les disparités territoriales. La manifestation spatiale des inégalités va souvent de pair avec les caractéristiques naturelles propres aux territoires, mais aussi et surtout avec l'accès difficile ou

---

<sup>2</sup> CEPALC. 2016. *Panorama Social de América Latina 2015*. Santiago (Chili).

<sup>3</sup> FIDA. 2016. *Rural development report 2016: Fostering inclusive rural transformation*. Rome.

<sup>4</sup> CEPALC. 2017. *Panorama Social de América Latina 2017*. Santiago (Chili).

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> CEPALC. 2016. *Op. cit.*

<sup>7</sup> CEPALC. 2016. *Horizontes 2030: la igualdad en el centro del desarrollo sostenible*. Santiago (Chili).

<sup>8</sup> À titre de comparaison, ce coefficient s'élève à 0,57 en Europe, à 0,56 en Afrique et à 0,55 en Asie.

impossible à des conditions essentielles du développement comme les infrastructures, les ressources productives et les services publics, à l'origine des mécanismes reproduisant les inégalités et la pauvreté dans les territoires.

8. La transformation rurale qui s'est opérée ces dernières décennies a été source d'exclusion. Les migrations internes et internationales restent importantes et constituent des stratégies de survie pour des populations en milieu rural, notamment les jeunes, qui ne disposent pas de perspectives d'amélioration de leur niveau de vie. Pour la plupart, les habitants des zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes vivent et travaillent aujourd'hui dans des territoires ruraux-urbains; il s'agit habituellement de villes de petite ou moyenne taille qui maintiennent des liens très étroits avec les zones rurales alentour. On estime qu'en 2025 entre 35 et 65 pour cent de la population latino-américaine vivra sur ce type de territoires<sup>9</sup>, dont l'immense majorité de la population rurale et entre 30 et 50 pour cent des habitants des villes.

9. La structure productive de la région est hétérogène. On est en présence d'un côté d'un secteur d'entreprises à fort coefficient de capital et de technologie qui a pu s'insérer avec succès dans les marchés agroalimentaires mondialisés et, de l'autre, d'un vaste secteur socio-productif constitué d'agriculture de subsistance, de microentreprises rurales non agricoles et de populations rurales sans terres qui n'ont pas été en mesure d'intégrer les circuits économiques les plus dynamiques et qui souvent sont parmi les plus pauvres et les plus marginalisés. Entre ces deux extrêmes, on trouve un secteur intermédiaire qui parvient à se rattacher aux marchés tout en restant extrêmement vulnérable aux perturbations économiques et politiques et aux risques agroclimatiques.

10. Si, au cours des dernières décennies, les ménages ruraux ont diversifié leurs sources de revenus, beaucoup parmi les plus pauvres dépendent toujours de l'agriculture comme moyen d'existence. L'absence d'accès aux ressources productives et à des services ruraux empêche nombre d'entre eux d'améliorer leurs niveaux de production et de productivité. Les coûts de transaction élevés sur les marchés ruraux sont un autre frein à leur croissance. Ajoutons à cela le changement climatique, qui se manifeste par des dérèglements météorologiques et des phénomènes extrêmes et fragilise davantage les communautés rurales. Le manque de terres et autres ressources et services productifs a mené de nombreuses personnes à chercher de nouveaux emplois, par exemple en vendant leur force de travail ou en fournissant des services dans le secteur agricole, en développant de petits commerces et en exerçant des activités rurales non agricoles.

11. Bien qu'il existe des politiques publiques en faveur des populations rurales, elles ne permettent pas de réelles transformations du développement structurel de ces zones, car elles sont sectorisées à l'excès et ne s'appliquent que de manière fragmentée et dispersée. Même dans les cas où les États et les partenaires de développement sont parvenus à mettre en œuvre des politiques et programmes inclusifs, il faut encore résoudre des questions d'échelle, de couverture et d'intégration de ces politiques et programmes dans des stratégies plus vastes de développement rural durable. Le détournement des programmes publics et la corruption restent souvent extrêmement problématiques, malgré les efforts de divers gouvernements et les initiatives sociales pour y mettre un terme. Enfin, l'insécurité qui existe dans nombre de territoires ruraux latino-américains contribue elle aussi à affaiblir les effets des politiques publiques.

12. Malgré les obstacles précédemment cités, il convient de souligner que les gouvernements de la région sont fermement décidés à éradiquer la pauvreté et la faim, parallèlement aux engagements pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cet engagement politique figure dans les diverses résolutions de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), du Système d'intégration centraméricain (SICA), du Marché commun austral (MERCOSUR), de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

---

<sup>9</sup> RIMISP. 2016. *Las ciudades en el desarrollo territorial rural*. Série Claves para el Desarrollo Territorial.

13. On constate en outre un renforcement de l'approche territoriale dans les discussions et stratégies relatives au développement rural de la région, liée à la nécessité de remédier à la fragmentation entre politiques, acteurs et institutions, d'encourager l'intersectorialité et d'améliorer l'efficacité des investissements publics. Il convient pour cela de cerner plus précisément les dynamiques et les attentes des territoires ruraux, de manière à orienter l'élaboration et l'intégration des politiques publiques et de stimuler la formation de coalitions d'acteurs dans ces espaces.

## **II. Enjeux de la transformation rurale: des politiques publiques pour un développement territorial inclusif et durable**

14. **Des politiques différenciées pour des réalités distinctes.** Il est essentiel d'élaborer des politiques publiques qui ont pour objectif l'amélioration des conditions de vie des populations rurales au-delà de la dimension purement agricole. Elles doivent prendre en compte les caractéristiques, obstacles et perspectives des personnes vivant sur ces territoires, étant entendu qu'il faut différencier les politiques en fonction des contextes réels. Il est crucial notamment de concentrer les efforts sur les ménages démunis, en gardant à l'esprit que, sans le soutien de l'État, ils auront du mal à rompre le cercle vicieux de pauvreté dans lequel ils sont enfermés.

15. **Le rôle de l'agriculture familiale.** En milieu rural, l'agriculture reste la principale activité économique et la première source d'emploi pour les populations actives. L'État doit faire de l'appui à l'agriculture une priorité, surtout pour ce qui est de l'agriculture familiale. Celles-ci contribuent en effet de manière essentielle à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région. Dans une région où les taux de surpoids et d'obésité ont grimpé en flèche, la consommation de produits frais et variés en lieu et place d'aliments très transformés est une occasion à saisir pour les exploitations familiales. Celles-ci contribuent également à la dynamisation économique des territoires, en premier lieu pour les ménages ayant une activité agricole commerciale. Pour mieux exploiter ce potentiel, il faut des politiques différenciées qui permettent à l'agriculture familiale de surmonter les obstacles auxquels elle doit faire face, notamment par l'accès aux services et ressources ruraux, l'essor des coopératives et associations comme moyens d'organisation pour les agriculteurs, l'ajout de valeur aux produits agricoles et la mise en place de chaînes de valeur courtes, qui mettent à profit le potentiel des identités locales pour générer des revenus tout en respectant l'environnement.

16. **Élaboration participative des politiques publiques axées sur les territoires.** Les dispositifs d'élaboration des politiques doivent être participatifs, incluant les instances gouvernementales locales et centrales, la société civile et le secteur privé. L'approche territoriale est essentielle: elle seule peut garantir la prise en compte des besoins multiples des populations, des rapports de force dans chaque zone et de la manière dont ces dynamiques interviennent sur les transformations économiques, sociales et écologiques des territoires<sup>10</sup>. Souvent, en raison des disparités entre les acteurs et de la multiplicité des positions et intérêts en jeu, des conflits d'intérêt et des aspirations contraires alimentent ces rapports de force. Les États doivent assurer un rôle moteur et mettre en place des dispositifs de participation et de dialogue permettant l'élaboration de politiques publiques capables d'appuyer et de dynamiser le développement inclusif des territoires.

17. **Renforcement et autonomisation de la société civile.** Dans le cadre de l'élaboration participative des politiques, l'autonomisation de la société civile en qualité d'interlocuteur valable et informé est déterminante. Traditionnellement, les franges les plus pauvres de la population restent éloignées des espaces de discussion, sans pouvoir peser dans des décisions qui les concernent pourtant directement. Souvent, elles ne sont perçues que comme des bénéficiaires desdites politiques, et non comme des sujets actifs dans leur élaboration et mise en œuvre. Il conviendrait également de créer des réseaux entre les organisations de jeunes et de femmes en milieu rural et les regroupements de migrants, ainsi qu'entre membres d'une même diaspora.

---

<sup>10</sup> FAO. 2017. *A territorial perspective for reducing rural poverty and inequality*. Rome.

18. **Stratégies multisectorielles de développement.** La «fragmentation» et le «cloisonnement» des politiques publiques, définies par secteur d'activité ou par les différentes fonctions et responsabilités des ministères ou secrétaires, les empêchent d'avoir des effets durables sur les territoires. Il faut une vision interdisciplinaire et une élaboration et mise en œuvre coordonnées des différentes politiques sectorielles pour pouvoir faire face comme il se doit aux obstacles structurels que doivent surmonter les ménages, entreprises et territoires ruraux. Pour ce faire, les États doivent mettre au point des mécanismes de coordination interministériels, ainsi que des outils, des garanties institutionnelles et des dispositifs de gouvernance adaptés à la gestion territoriale, et promouvoir la cohérence des politiques sectorielles et leur synergie, ainsi que leur harmonisation avec les politiques migratoires.

19. **Le potentiel des relations entre espaces rural et urbain.** Dans le processus de transformation que connaît aujourd'hui la région Amérique latine et Caraïbes, la mise en place de territoires ruraux-urbains ouvre un horizon de croissance économique plus inclusif qui permettrait de réduire la pauvreté et d'offrir davantage de perspectives aux habitants des zones rurales. Consolider les liens entre espaces ruraux et petites villes ou villages est avantageux pour les populations rurales, qui ont ainsi accès à des services de base, à une plus grande diversité d'activités économiques et à un marché du travail plus dynamique, en plus des débouchés commerciaux plus nombreux pour les exploitations familiales et les petites entreprises rurales.

20. **Les migrations.** Les migrations sont un élément essentiel des stratégies de survie des ménages ruraux de la région. Les envois de fonds des émigrés sont une source de revenus cruciale pour beaucoup d'entre eux et contribuent considérablement aux économies nationales. Le potentiel productif de ces fonds, tout comme le retour de ces émigrés qui ont acquis de nouveaux savoir-faire ou compétences, pourraient être des atouts pour les communautés d'origine, en ceci qu'ils sont de nature à renverser le cycle de la pauvreté. Dans un contexte mondial qui a vu la mise en place de restrictions toujours plus sévères en matière de migrations, il importe de favoriser les filières légales, notamment par des mesures réglementant les migrations saisonnières dans le secteur agricole, et de s'attaquer aux causes profondes des mouvements migratoires, en premier lieu dans les territoires qui sont d'importants «pôles d'expulsion». Il faut ainsi renforcer les capacités des pays en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques visant à revitaliser ces territoires, en réduisant la pression migratoire et en fournissant dans le même temps des possibilités de réinsertion socioéconomique pour les personnes retournant dans leur pays d'origine.

#### **A. Réaliser le potentiel économique des territoires ruraux**

21. **Investissements stratégiques dans les territoires.** En raison des disparités territoriales, il est nécessaire de doter les zones rurales de ressources permettant de renforcer la cohésion sociale et de réduire la pauvreté et les inégalités, tout en réunissant les conditions propices aux investissements privés, qui sont essentiels pour produire des effets positifs sur les économies locales. Les investissements dans les infrastructures sont cruciaux (notamment s'ils bénéficient aux plus pauvres dans les territoires), mais ils doivent aller de pair avec un investissement social (par exemple dans des programmes éducatifs, de protection sociale et d'accès à l'emploi) et le renforcement de la gouvernance. Mettre en place des mesures incitatives et assurer la stabilité nécessaire pour stimuler les investissements dans les territoires contribue à étoffer le tissu économique et à fournir aux populations rurales des débouchés commerciaux et des perspectives d'insertion économique.

22. **Accès aux ressources productives.** Bien que nombre des habitants pauvres de la région restent dépendant de la petite agriculture familiale pour subvenir à leurs besoins, depuis quelques décennies les ménages ruraux diversifient de plus en plus leurs sources de revenus. Les diverses activités économiques qui voient le jour sur les territoires constituent un défi important pour les politiques publiques relatives à l'accès aux ressources productives (eau, terres, infrastructure et énergie) et à la concurrence pour les obtenir. Il est par conséquent essentiel d'adopter des mécanismes de gouvernance pour la planification territoriale et l'élaboration de stratégies qui prennent en compte

les avantages comparatifs et la compétitivité des territoires, suivant une approche intégrée de l'économie rurale.

23. **Services ruraux inclusifs et pluralistes.** L'accès limité aux services a été un facteur prépondérant dans le retard pris par les territoires ruraux. L'accès restreint aux services financiers (crédit, emprunt et assurance) et non financiers (assistance technique et vulgarisation rurale, services d'information sur les prix, la météo et autres) se traduit par des stratégies économiques peu risquées et moins rentables, avec de faibles niveaux d'investissement dans l'innovation. Il est donc indispensable de mettre au point de nouveaux mécanismes qui combinent ingénieusement les services ruraux financiers et non financiers, dans une perspective plurielle et inclusive<sup>11</sup>. Les services ruraux doivent également prendre en compte la diversité croissante des débouchés dans les campagnes (tourisme, transport, commerce, construction et usines, entre autres), étant donné la nécessité de consolider des politiques de service différenciées pour garantir que la diversification économique des territoires ruraux mène à des dynamiques de développement inclusives.

24. **Systèmes agroalimentaires efficaces, inclusifs et durables.** Les systèmes agroalimentaires de la région Amérique latine et Caraïbes ont fait l'objet d'une profonde transformation ces dernières décennies, animée par des facteurs démographiques, économiques et technologiques. Cette évolution a permis d'augmenter la production et la productivité sectorielles et la contribution de la région à la sécurité alimentaire mondiale, de créer des emplois et de produire des revenus qui contribuent à réduire la faim et la pauvreté en milieu rural, et d'atténuer quelques-unes des incidences de l'agriculture sur l'environnement. Cependant, cette transformation a également eu des répercussions environnementales néfastes, a exclu certains groupes sociaux et de nombreuses PME, dont des segments importants de l'agriculture familiale, et a eu des conséquences sur les régimes alimentaires, qui sont à l'origine de surpoids et d'obésité et de maladies chroniques non transmissibles. Ces effets néfastes sont le miroir de la faiblesse des politiques publiques et, dans certains cas, d'une absence de gouvernance de la transformation des systèmes agroalimentaires. L'augmentation de la demande alimentaire mondiale continuera de jouer un rôle incitatif pour le développement continu de systèmes agroalimentaires inclusifs et durables dans la région. Il faut pour ce faire redynamiser la mise en œuvre de politiques publiques et de mécanismes de gouvernance multisectoriels et en partenariat avec le secteur privé, en vue d'assurer que le développement des systèmes agroalimentaires débouche sur des avantages nutritionnels, sociaux, environnementaux et économiques équilibrés tout en offrant davantage de débouchés aux exploitations familiales, aux PME rurales et aux groupes sociaux ruraux pauvres.

25. **Concilier les programmes de développement ayant trait à l'environnement, à l'économie et à la société.** La région jouit d'une biodiversité qui a une valeur sociale, environnementale et économique considérable pour ses populations. Cependant, l'utilisation économique des ressources naturelles n'a pas toujours été à l'origine d'un plus grand bien-être pour les habitants en milieu rural. En outre, le changement climatique a sur eux des effets disproportionnés, touchant particulièrement les ménages pauvres, qui dépendent de la stabilité de l'écosystème pour leur survie et leur prospérité tout en ayant moins accès à l'information, aux ressources productives, aux dispositifs d'assurance, aux services d'assistance, à la protection sociale et aux terrains sûrs. De la même manière, les ménages pauvres des zones rurales vivent souvent à proximité de sites d'extraction et de complexes agro-industriels, ce qui a une incidence plus forte encore sur les écosystèmes locaux. Pour toutes ces raisons, les politiques sociales et industrielles ne doivent pas être neutres du point de vue de l'environnement mais adopter des innovations permettant de créer des synergies et des effets positifs entre ces trois domaines d'action (environnement, économie, société), notamment des initiatives d'intérêt stratégique, comme le programme d'action mondial pour les petits États insulaires en développement (PEID), et la mise au point de mécanismes de gouvernance des ressources naturelles tels que les promeuvent les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM) grâce à l'agroécologie, aux emplois verts et aux pratiques sociales de gestion durable de l'environnement.

---

<sup>11</sup> FAO et Royal Tropical Institute. 2016. *Towards Inclusive Pluralistic Service Systems: Insights for innovative thinking*. Rome. Consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i6104e.pdf>.

## B. Que personne ne soit laissé pour compte: la dimension sociale du développement rural durable

26. **Protection sociale intégrale pour le monde rural.** Ces quinze dernières années, les pays de la région ont établi des programmes de transferts conditionnels de revenus et autres initiatives de protection sociale pour les populations pauvres, avec un relatif succès. Les programmes de protection sociale jouent un rôle stratégique dans le développement rural: ils ont montré leur capacité de stabiliser la consommation de base des ménages, de contribuer au renforcement du capital humain des mineurs et de promouvoir les petits investissements productifs. C'est pourquoi l'investissement de l'État dans ce type de programmes doit être protégé et consolidé, d'autant plus en cette époque d'augmentation de la pauvreté et de l'extrême pauvreté dans la région. Si la protection sociale, à elle seule, ne suffit pas à garantir de manière durable la mobilité sociale et l'augmentation de la productivité, la région a commencé ces dernières années à innover et mettre au point des stratégies combinées d'inclusion économique pour les bénéficiaires des programmes sociaux, en renforçant les moyens de subsistance et les liens avec des organisations intermédiaires et des circuits économiques qui les autonomisent. Dans cette perspective, il est fondamental d'harmoniser les aspects politiques, techniques et opérationnels de la protection sociale et les aides en matière d'agriculture (et autres activités économiques) dans le cadre de grandes stratégies du développement rural.

27. **Politiques adaptées relatives à l'emploi rural.** L'accès au marché du travail officiel et la qualité des conditions de travail sont deux instruments clés de réduction de la pauvreté en milieu rural. Un programme contemporain d'emploi rural devra viser à l'éradication des pires formes d'exploitation et du travail des enfants, ainsi qu'au respect des normes internationales d'emploi décent et sûr, qui sont deux aspects particulièrement importants dans les activités agricoles salariées. Il devra également comprendre des mesures de formation, selon les nouveaux débouchés professionnels dans les campagnes, comme l'acquisition de nouvelles compétences relatives à la gestion, aux finances et à la comptabilité, au regroupement et au sens du coopérativisme, à l'élaboration et à l'évaluation de projets, aux emplois ruraux non agricoles et à l'agroécologie et à l'agrotourisme.

28. **Politiques inclusives en faveur des femmes des zones rurales.** En Amérique latine et dans les Caraïbes, entre 8 et 30 pour cent des exploitations agricoles sont dirigées par des femmes<sup>12</sup>. Pourtant, les femmes en milieu rural sont confrontées à de nombreux obstacles et subissent des discriminations importantes qui freinent leur intégration sociale et leur productivité. Elles ont moins accès à la terre (et lorsque c'est le cas, celle-ci est de moindre qualité) et aux autres ressources productives. Cette disparité est renforcée par le travail au foyer non rémunéré qu'elles accomplissent, les disparités dans l'entretien du ménage et la charge de travail que représente la production de denrées pour leur propre consommation. Une politique inclusive du développement rural ne doit pas seulement améliorer la couverture des femmes des zones rurales dans les systèmes de protection sociale mais aussi reconnaître explicitement ces obstacles et les mécanismes de reproduction sociale qui empêchent leur intégration économique et promouvoir des mesures actives et différenciées de développement pour les surmonter.

29. **Peuples autochtones et développement rural.** Dans la région, les taux de pauvreté et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont plus élevés parmi les peuples autochtones et afro-descendants que dans le reste de la population. Les difficultés qui se posent à eux se sont aggravées ces dernières décennies, bien que leur rôle dans la conservation, la sauvegarde et le bon usage de la biodiversité ainsi que leurs contributions multiples au développement durable soient de mieux en mieux reconnus. En 2011, la FAO a adopté sa Politique concernant les peuples autochtones et tribaux après une vaste campagne de consultation. Sept grands domaines de travail y sont définis dans le cadre d'un développement rural inclusif<sup>13</sup>: a) droit aux ressources naturelles (terre, eau, pêche,

<sup>12</sup> FAO. 2013a. *Nota de Política sobre las Mujeres Rurales 1*. Santiago (Chili). Consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-as107s.pdf>.

<sup>13</sup> FAO. 2011. *Politique de la FAO concernant les peuples autochtones et tribaux*. Rome. Consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/013/i1857f/i1857f.pdf>.



forêts, ressources génétiques, biodiversité, etc.) et leur gestion durable; b) mesures d'adaptation et d'atténuation en vue de contrebalancer les défis et vulnérabilités liés au changement climatique; c) reconnaissance officielle du droit à la terre, aux territoires et aux autres ressources naturelles; d) sécurité alimentaire, nutrition et droit à l'alimentation; e) accès aux informations, conjugué à la préservation des systèmes, techniques et connaissances traditionnels; f) promotion et préservation de la diversité biologique et culturelle et g) développement de débouchés économiques pour des moyens d'existence durables.

30. **Intégration des jeunes des territoires ruraux dans la société et le marché du travail.** On estime à 31 millions le nombre de personnes ayant entre 15 et 29 ans et habitant dans des zones rurales en Amérique latine. Parmi elles, 12 millions (en majorité des femmes) sont considérées comme inactives et, dans ce groupe, plus de 50 pour cent n'étudie ni ne travaille<sup>14</sup>. Le marché du travail rural est caractérisé par la prédominance d'arrangements non déclarés, de travail familial non rémunéré (notamment dans le cas des femmes), d'employeurs multiples et de fragmentation des activités: ces facteurs constituent des difficultés supplémentaires pour l'intégration des jeunes dans le marché du travail. Une politique modernisée du développement rural doit prendre en compte les freins à l'accès aux ressources et services pour ces jeunes ruraux, outre leurs nouvelles attentes en matière d'insertion dans le tissu social du monde rural. Pour cette frange de la population, il est essentiel d'avoir une vision plus large qui aille au-delà des aspects agricoles ou de production. Il est essentiel de revitaliser les territoires ruraux afin d'inciter les jeunes de manière concrète à y rester.

### **C. Moderniser et renforcer l'institutionnalisation du développement rural dans la région**

31. **La qualité des institutions est une clé du développement.** Face à la rapidité et à la vigueur de la transformation rurale que connaît aujourd'hui la région, il est nécessaire de moderniser et de renforcer les institutions en vue de promouvoir un développement rural plus inclusif et durable. Il est ainsi crucial de moderniser non seulement les politiques et leurs instruments mais aussi les capacités de leur mise en œuvre qui sera ainsi plus efficace, souple et innovante.

32. **La promotion du développement rural durable ne peut pas être réalisée par un seul acteur.** Pour relever les défis du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faut de nouvelles coalitions et des alliances novatrices, qui fassent appel à une grande diversité d'acteurs sociaux gouvernementaux et non gouvernementaux, publics et privés.

---

<sup>14</sup> FAO. 2016. *Juventud rural y empleo decente en América Latina*. Santiago (Chili). Consultable à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-i5570s.pdf>.